



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE
ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



AMBASSADE
DE FRANCE
AUX ÉTATS-UNIS

Liberté
Égalité
Fraternité

Washington Wall Street Watch

N°2026- 7 - Le 19 Février 2026

Une publication de l'Antenne de New-York du SER de Washington

SOMMAIRE

Conjoncture

- L'inflation ralentit en janvier
- Le déficit commercial se creuse en décembre et approche son niveau de 2024 sur l'année 2025

Politiques macroéconomiques

- Le compte-rendu du FOMC de janvier refroidit les anticipations de baisses de taux Fed Funds
- L'absence d'accord budgétaire pour le financement du Department of Homeland Security entraîne un nouveau shutdown partiel

Services financiers

- Michelle Bowman propose un allègement ciblé du cadre prudentiel sur le crédit immobilier
- Paul Atkins défend une refonte structurelle du régime de publication d'informations
- Le Trésor lance un groupe de travail public-privé pour sécuriser l'usage de l'IA dans la finance

Situation des marchés

Brèves

CONJONCTURE

L'inflation ralentit en janvier

Selon le [rapport](#) du Bureau of Labor Statistics (BLS) publié le 13 février 2026, l'indice des prix à la consommation a progressé de +0,2 % en janvier (après +0,3 % en décembre) et sa composante sous-jacente (hors énergie et alimentation) a augmenté de +0,3 % (après +0,2 %). Les prix de l'énergie ont chuté de -1,5 % en

janvier (après +0,3 %) et ceux de l'alimentation ont augmenté de +0,2 % (après +0,7 %).

Sur 12 mois glissants, l'inflation progresse de +2,4 % (après +2,7 %) et l'inflation sous-jacente de +2,5 % (après +2,6 %). Les prix de l'énergie ont légèrement diminué de -0,1 % (après +2,3 %) sur un an et ceux de l'alimentation ont progressé de +2,9 %

(après +3,1 %). En glissement annuel, le prix des biens hors alimentation et énergie progresse de +1,1 % (après +1,4 %) et ceux des services hors énergie de +2,9 % (après +3,0 %), dont +3,0 % pour le logement (après +3,2 %) contribuant pour +1,1 point à l'inflation totale.

L'inflation a progressé légèrement en deçà de l'anticipation des marchés (consensus à +2,5 %), tandis que sa composante sous-jacente correspond aux attentes (consensus à +2,5 %).

Le déficit commercial se creuse en décembre et approche son niveau de 2024 sur l'année 2025

Selon le [U.S. International Trade in Goods and Services](#) du Census Bureau et du Bureau of Economic Analysis (BEA), le déficit commercial en biens et services des États-Unis se dégrade de +32,6 % en décembre à -70,3 Md\$, après -53,0 Md\$ en novembre (révisé de +3,8 Md\$). Les exportations de biens et services diminuent de -1,7 % en variation mensuelle après -3,4 % en novembre, tandis que les importations de biens et services ont progressé de +3,6 % en décembre, après +4,2 % en novembre.

Sur le plan de la balance des biens seulement, le déficit commercial des États-Unis se creuse à nouveau en décembre, s'établissant à -98,5 Md\$ après -82,8 Md\$ en novembre (révisé de +3,3 Md\$), avec une hausse continue des importations (+3,8 %

après +5,8 %) et une poursuite de la baisse des exportations (-3,0 % après -5,2 %).

Sur l'ensemble de l'année 2025, le déficit commercial pour les biens et les services s'est très légèrement amélioré à -901,5 Md\$, se réduisant de +2,1 Md\$. Si elle s'améliore pour les services (+8,9 %), la balance commerciale s'est dégradée de -2,1 % pour les biens par rapport à l'année précédente et s'élève à -1 240 Md\$, après -1 215 Md\$ en 2024. Malgré une légère hausse des exportations (+118 Md\$), la hausse des importations creuse le déficit commercial américain en biens (+143 Md\$). Cette croissance des importations s'explique par le développement de l'intelligence artificielle, avec une augmentation de +145 Md\$ d'importations de matériels électroniques par rapport à l'année précédente.

La balance commerciale en biens s'est nettement améliorée avec la Chine (-202,1 Md\$ après -295,5 Md\$ en 2024, niveau le plus bas jamais atteint depuis 20 ans). Cependant, les importations auraient été en partie redirigées vers d'autres pays avec lesquels des déficits records sont enregistrés, comme le Mexique (dégradation de -25,4 Md\$ entre 2024 et 2025), le Vietnam (-93,4 Md\$) et Taiwan (-73,0 Md\$). Les États-Unis enregistrent une amélioration de +17,1 Md\$ du déficit commercial avec l'Union européenne, à -218,7 Md\$, qui dépasse désormais celui de la Chine.

POLITIQUES MACROECONOMIQUES

Le compte-rendu du FOMC de janvier refroidit les anticipations de baisses de taux Fed Funds

La Fed a publié mercredi 18 janvier le [compte-rendu](#) du Federal Open Market Committee (FOMC) des 27 et 28 janvier 2026. Pour rappel, la Fed avait opté pour un maintien de la fourchette des taux Fed Funds à [3,5 %-3,75 %]. Cette

décision avait fait l'objet de deux votes dissidents des gouverneurs Stephen Miran et Christopher Waller qui plaidaient pour une baisse des taux de 25 points.

La majorité des responsables de la Fed estime que les risques de détérioration du marché du travail se sont atténués en janvier, tandis que ceux liés à la persistance de l'inflation demeurent. Ils anticipent un

ralentissement progressif de l'inflation, notamment sur les biens hors alimentation et énergie malgré l'impact des droits de douane, ainsi que sur les services, en particulier le logement. Toutefois, les progrès vers l'objectif de 2 % pourraient être plus lents et irréguliers que prévu, et le risque d'une inflation durablement au-dessus de la cible reste jugé significatif. Plusieurs participants signalent par ailleurs que des entreprises envisagent des hausses de prix en réponse aux pressions sur les coûts, notamment celles touchées par les droits de douane. Sur le marché du travail, le taux de chômage montre des signes de stabilisation malgré des créations d'emplois modestes.

En matière de politique monétaire, les responsables restent prudents quant à une baisse des taux, jugés proches du taux neutre et appropriés pour attendre de nouvelles données. Certains soulignent qu'un assouplissement prématuré pourrait affaiblir la crédibilité de l'objectif d'inflation et estiment que la désinflation doit d'abord montrer des signes plus nets. Plusieurs participants ont indiqué qu'ils auraient soutenu une communication laissant explicitement ouverte la possibilité d'un resserrement comme d'un assouplissement futur, reflétant la possibilité que des ajustements à la hausse de la fourchette cible des taux Fed funds puissent être appropriés si l'inflation restait à des niveaux supérieurs à l'objectif. Pour autant, une partie des membres disent rester ouverts à l'idée de futures baisses de taux si l'inflation ralentit comme attendue. Certains membres considèrent que le maintien des taux à un niveau qu'ils estiment en territoire restrictif fait peser sur l'emploi un risque de détérioration.

L'absence d'accord budgétaire pour le financement du Department of Homeland Security entraîne un nouveau shutdown partiel

L'administration fédérale américaine se trouve de nouveau en shutdown partiel depuis le 14 février 2026, à la suite de l'expiration de la continuing resolution adoptée le 3 février dernier. Cette mesure transitoire prévoyait la reconduction des financements de l'exercice 2025 pour le Department of Homeland Security (DHS) dans l'attente de l'adoption d'une loi de financement annuelle, la dernière nécessaire pour finaliser l'exercice budgétaire 2026 aux Etats-Unis.

Faute d'accord au Congrès, la continuing resolution ciblée sur le DHS n'a pas été prorogée et aucun consensus n'a pu être trouvé sur un financement pérenne pour l'exercice budgétaire 2026. Les divergences persistantes entre Républicains et Démocrates quant aux modalités opérationnelles de l'Immigration and Customs Enforcement (ICE) n'ont pas permis d'aboutir à un compromis législatif.

La suspension des crédits discrétionnaires du DHS affecte l'ensemble de ses composantes. Toutefois, conformément aux plans de contingence fédéraux, les fonctions considérées comme essentielles — notamment la sécurité des frontières, la sûreté des transports et certaines missions de sécurité intérieure — continuent d'être assurées, les agents concernés étant maintenus en activité sans rémunération.

Le Congrès étant en recess jusqu'au 23 février aucune avancée substantielle n'est attendue jusqu'à cette date.

Michelle Bowman propose un allègement ciblé du cadre prudentiel sur le crédit immobilier

Le 16 février, lors d'une conférence de l'American Bankers Association, Michelle Bowman, vice-présidente chargée de la supervision prudentielle au sein du Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale, a [proposé](#) deux ajustements ciblés du cadre issu des accords de Bâle afin de corriger ce qu'elle considère comme un sur-calibrage des exigences en capital appliquées aux activités de crédit immobilier. Cette initiative vise à enrayer la migration progressive de l'origination et de la gestion (servicing) des prêts hypothécaires vers des acteurs non bancaires, jugés moins encadrés sur le plan prudentiel.

La première mesure concerne le traitement en capital des droits de gestion hypothécaire (Mortgage Servicing Rights – MSR). Ces actifs représentent la valeur actualisée des revenus futurs issus des frais de gestion (encaissement des mensualités, gestion des retards, suivi administratif, etc...), nets des coûts associés. Depuis la réforme de 2013, ces actifs sont soumis à une pondération de risque de 250 % et, au-delà d'un certain seuil, à une déduction directe du capital réglementaire, ce qui en accroît fortement le coût prudentiel. La réforme envisagée supprimerait l'obligation de déduction tout en maintenant, à ce stade, la pondération.

La seconde mesure porte sur les prêts immobiliers conservés au bilan des banques. Le cadre actuel applique une pondération uniforme sans réelle prise en compte de l'hétérogénéité du risque individuel. M. Bowman propose d'introduire une sensibilité accrue au ratio prêt/valeur (Loan-to-Value – LTV), avec une pondération plus faible pour les prêts à faible LTV et le maintien d'exigences élevées pour les profils plus risqués.

Paul Atkins défend une refonte structurelle du régime de publication d'informations

Le 17 février 2026, lors d'un symposium organisé à la Texas A&M School of Law, Paul Atkins, président de la SEC, a [présenté](#) sa vision d'une réforme approfondie du régime fédéral de publication d'informations des sociétés cotées.

S'agissant du cadre fédéral, P. Atkins a appelé à recentrer le règlement S-K, qui définit le contenu des informations que les sociétés cotées doivent publier dans leurs documents officiels, sur la matérialité financière et sur une « dose minimale efficace » de réglementation. Il a indiqué avoir demandé aux services de la Commission d'examiner des réformes fondées sur trois orientations : (i) rationaliser les obligations d'information, notamment en réduisant le nombre de cadres dont les rémunérations doivent être déclarées par l'entreprise, (ii) simplifier des dispositifs devenus excessivement complexes, à l'image de la publication du lien entre rémunération et performance, et (iii) moderniser certaines règles devenues obsolètes, comme celles relatives à la qualification de dispositifs de sécurité personnelle des dirigeants.

Enfin, il a critiqué l'allongement continu des sections consacrées aux facteurs de risque dans les rapports annuels, estimant qu'elles servent davantage de protection juridique que d'outil d'information pour les investisseurs. Il a évoqué plusieurs pistes, parmi lesquelles la création d'un socle commun de risques génériques applicable à l'ensemble des sociétés ou l'instauration d'un mécanisme de protection juridique (safe harbor) afin de limiter la sur-publication défensive.

Dans le prolongement de cette orientation, la SEC a également [proposé](#) le 18 février 2026 des modifications du formulaire N-PORT, utilisé par la plupart des fonds

d'investissement enregistrés pour déclarer leurs positions de portefeuille. La réforme vise à alléger les obligations déclaratives sans réduire substantiellement la capacité de supervision : délai supplémentaire de quinze jours pour le dépôt mensuel, réduction de la fréquence de publication des portefeuilles de mensuelle à trimestrielle, suppression ou simplification de certaines rubriques et report des dates d'entrée en conformité, notamment pour les rubriques liée à « Names Rule » qui impose qu'un fonds dont le nom suggère une stratégie, un secteur ou un type d'actifs investisse effectivement au moins 80 % de ses actifs conformément à cette orientation annoncée.

Le Trésor lance un groupe de travail public-privé pour sécuriser l'usage de l'IA dans la finance

Le 18 février 2026, le département du Trésor des États-Unis a [annoncé](#) l'aboutissement d'une initiative public-privé visant à renforcer la cybersécurité et la gestion des risques liés à l'intelligence artificielle dans le secteur des services financiers.

Les travaux ont été conduits dans le cadre du groupe de supervision exécutive sur l'intelligence artificielle (Artificial Intelligence Executive Oversight Group, AIEOG), partenariat réunissant le comité des infrastructures d'information financières et bancaires (Financial and Banking Information Infrastructure Committee) et le conseil de coordination du secteur des services financiers (Financial Services Sector Coordinating Council). Ce forum a rassemblé des dirigeants d'institutions financières, des régulateurs et d'autres parties prenantes afin d'identifier les lacunes dans l'usage de l'IA et de développer des outils pratiques permettant de mieux gérer les risques spécifiques à ces technologies dans le secteur financier.

Les six travaux produits seront publiés de manière échelonnée au cours du mois de février. Selon le Trésor, ils visent à constituer une base pour l'utilisation de l'IA dans les services financiers en abordant, de manière intégrée, les questions de gouvernance, de gestion des données, de transparence, de fraude et d'identité numérique.

SITUATION DES MARCHES

Au cours de la semaine écoulée (de vendredi à jeudi), l'indice S&P 500 a baissé (-1,26 %) à 6 862 tout comme le Nasdaq Composite (-1,40 %) à 22 683 points. La semaine a débuté par un rebond des valeurs logicielles, des semiconducteurs et des grandes entreprises technologiques, sur le fond d'un apaisement des craintes autour de l'IA ainsi que des indicateurs économiques solides. Malgré cela, les tensions géopolitiques liées à une possible escalade militaire entre les États-Unis et

l'Iran ont pesé sur la fin de semaine, entraînant un repli des indices.

Les rendements des obligations souveraines américaines (Treasuries) sont en hausse sur la semaine de +5 pb, à 3,47 %, pour les bons à 2 ans, et augmentent de +3 pb pour les bons à 10 ans à 4,08 %, les minutes de la dernière réunion de la Réserve fédérale ayant montré qu'une majorité de responsables estime que le risque d'inflation persistante demeure.

BREVES

➤ Le 13 février, le département du Trésor américain, via le Financial Crimes Enforcement Network (FinCEN), a

[annoncé](#) la mise en place d'un site internet destiné à recueillir des signalements de lanceurs d'alerte

portant sur des fraudes, des faits de blanchiment d'argent et des violations de sanctions.

- Le 18 février, dans un [article](#) publié dans la presse, Michael Selig, président de la CFTC, défend la compétence exclusive de l'agence fédérale sur les marchés de prédiction (prediction markets) face aux initiatives judiciaires engagées par plusieurs États américains. Il annonce notamment le dépôt par la CFTC d'un mémoire devant la cour d'appel du neuvième circuit en soutien à Crypto.com, dans un contentieux portant sur la légalité de ces instruments.
- Le 19 février 2026, CME Group a [annoncé](#) son intention de permettre la négociation quasi continue, 24 heures sur 24, des contrats à terme (futures) et des options sur actifs numériques à compter du 29 mai, sous réserve de l'examen réglementaire. Les instruments seront négociés en continu sur la plateforme Globex, avec une interruption hebdomadaire d'au moins deux heures le week-end pour maintenance.
- Le 13 février, le secrétaire au Trésor Scott Bessent a indiqué qu'un accord avait été trouvé avec des sénateurs républicains pour organiser une audition de Kevin Warsh, candidat de Donald Trump à la tête de la Réserve fédérale. Le sénateur Thom Tillis maintient toutefois son intention de bloquer tout vote tant que l'enquête sur la rénovation du siège de la Fed n'est pas achevée.
- Le 19 février, le Secrétaire au Trésor a [annoncé](#) les priorités de la présidence américaine du G20 Finance 2026 qui se concentrera sur le soutien à la

croissance grâce à la modernisation de la régulation financière, le renforcement de la compréhension des déséquilibres globaux, l'amélioration de la gestion et des restructurations de dettes, le développement de la finance digitale, l'amélioration des systèmes de paiement transfrontaliers, la lutte contre la fraude et la promotion de l'éducation financière.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Antenne de New-York du Service économique régional de Washington

Rédaction : Cédric Garcin, Guillaume Bove, Paul Cassavia, Mohamed El Guindi, Galina Natchev, Lou Dhiver.

Abonnez-vous : afws@dgtresor.gouv.fr